

TORNATA DEL 16 NOVEMBRE 1853

PRESIDENZA DEL PRESIDENTE BARONE MANNO.

SOMMARIO. *Sunto di petizione — Omaggi — Seguito della discussione sul progetto di legge per l'affidamento della Tesoreria generale dello Stato alla Banca nazionale — Obbiezioni del senatore Della Torre — Considerazioni del senatore Alberto della Marmora — Discorso del senatore Luigi di Collegno contro il progetto — Risposta del ministro delle finanze — Osservazioni e dubbi del senatore Sclopis — Schiarimenti del ministro delle finanze — Repliche del senatore Giulio, relatore — Chiusura della discussione generale — Adozione del primo paragrafo dell'articolo 1° — A proposta del ministro delle finanze la legge è rinviata alla Commissione ed il seguito della discussione alla seduta di venerdì.*

La seduta è aperta alle ore 2 3/4 pomeridiane.

QUARELLI, segretario, legge il verbale dell'ultima tornata, il quale viene approvato senza osservazioni.

Lo stesso senatore dà quindi lettura del seguente sunto di una petizione :

884. Avvocato Carlo Giuseppe Canubi, giudice del mandamento di Caraglio (petizione mancante dell'autenticità della firma).

PRESIDENTE. *Do conoscenza al Senato degli omaggi fattigli :*

1° Dal deputato Valerio, di una copia della sua relazione sullo stato dell'asilo infantile e scuola popolare superiore delle fanciulle in Agliè, letta nell'adunanza dell'11 settembre corrente anno ;

2° Dal marchese Jessé Charleval, di un suo opuscolo sulla navigazione transatlantica.

SEGUITO DELLA DISCUSSIONE SUL PROGETTO DI LEGGE PER L'AFFIDAMENTO DELLA TESORERIA GENERALE DELLO STATO ALLA BANCA NAZIONALE.

PRESIDENTE. *Si continua la discussione sulla legge della Banca e la parola è al maresciallo Della Torre.*

DELLA TORRE. *Messieurs les sénateurs, après la savante et brillante discussion qui a eu lieu dans cette enceinte, je n'ai certainement pas ni l'intention, ni la capacité d'entrer dans des questions de détail sur le grave sujet qui est soumis à vos délibérations. Je me bornerai donc à vous entretenir de quelques différences de situation et de quelques faits qui peuvent jusqu'à un certain point mériter votre attention.*

Et d'abord, jusqu'à présent, les employés de la trésorerie générale étaient, comme tous les autres employés de l'Etat, placés sous la direction du ministre au département duquel ils appartenaient ; en conséquence ils étaient soumis à son approbation, à sa désapprobation, et je dirai même à ses châtiements, s'ils les méritaient ; car il dépendait du ministre

de provoquer leur mise à la retraite, ou leur destitution dans les cas graves.

Maintenant tout cela serait changé ; la Banque n'est pas un employé du Gouvernement, c'est un corps puissant qui existe par lui-même, et si on modifie fortement sa situation, je ne vois pas alors, dans le cas où quelque malentendu surgirait entre la Banque et le ministre, ou le ministre serait mécontent de certains actes de la Banque, je ne vois pas, dis-je, quels moyens d'action monsieur le ministre pourrait exercer contre elle.

Je comprends qu'un fait semblable ne se présentera pas sous le ministre actuel, car il a été fondateur de la première Banque, et je crois même qu'il en a été au début le principal actionnaire ; enfin c'est lui qui propose la loi qui lui donne ses attributions, et il est à croire que la Banque lui conservera cette déférence que l'on doit à ses talents très connus. Mais les ministres sont amovibles dans tous les pays et surtout dans les Gouvernements constitutionnels ; il pourrait donc se faire que le ministre actuel fût remplacé par un autre ministre qui n'aurait sur la Banque aucun autre ascendant que celui que lui donnerait sa position de ministre, et cet ascendant je ne crois pas qu'il soit bien puissant.

D'ailleurs les droits de la Banque envers le Gouvernement sont fixés par une loi, le ministre ne peut y rien changer, et si quelque interprétation différente était donnée à cette loi, il faudrait de toute nécessité prendre un parti, c'est à-dire, proposer aux Chambres de l'annuler et d'en adopter une nouvelle. Mais cette loi donne à la Banque, je dirai, deux assurances importantes pour une Banque : rien que par la raison que les deniers de l'Etat passeront dans ses mains, elle fera ce qui se fait dans le commerce ; lorsqu'elle aura un paiement à effectuer, elle le fera, quand cela lui sera utile, avec les fonds du Gouvernement, qu'au besoin elle remplacerait avec ses propres fonds.

D'ailleurs la loi porte que les fonds qui restent gisants dans la Banque après qu'elle a pourvu aux besoins du moment, restent à sa complète disposition, elle peut en faire usage, elle pourrait donc si vous veniez à la priver de ces deux avantages élever d'assez fortes réclamations contre le Gouver-

vernement, car à cause des papiers à échéance déterminée, des engagements à jour fixe, si vous retirez à la Banque les moyens qu'elle a actuellement à sa disposition pour y faire face, cette mesure peut lui être très-nuisible et je crois qu'alors on ne pourrait pas refuser une indemnité. Mais considérez d'ailleurs que la Banque est un corps puissant et qu'il deviendra plus puissant qu'il ne l'est aujourd'hui quand il aura émis pour 96 millions d'effets dans le pays; il trouvera des protecteurs dans les deux Chambres, cela est dans la nature des choses; il peut donc se faire que la Chambre n'appuie pas le ministre et alors il devra nécessairement tomber.

Quand cet événement aura eu lieu, il sera devenu évident qu'un ministre des finances ne se soutiendra pas s'il ne peut pas marcher d'accord avec la Banque, et on ne pourra guère éviter de prendre un autre ministre qui soit d'accord avec elle; ce fait augmenterait beaucoup son influence, et ferait de la Banque un Etat dans l'Etat.

Ce que je viens de dire, je le soumets particulièrement aux réflexions de M. le ministre des finances, et je le prie de voir, dans sa sagesse, s'il n'y a pas quelque chose à faire à ce sujet.

Maintenant on fonde cette grande Banque afin d'en tirer des secours dans le temps de paix et dans le temps de guerre. Messieurs, dans les temps de paix quand pourrions-nous avoir besoin des secours de la Banque? C'est quand le Gouvernement aura mal fait ses affaires. Je sais que des Gouvernements qui avaient mal fait leurs affaires ont trouvé de grands secours dans la Banque, et nous en avons trouvé nous-mêmes; mais alors la Banque était indépendante, et alors elle a pu faire ce qu'elle ne pourrait plus faire si elle cessait d'être indépendante; en effet, aussitôt que le crédit de l'Etat diminuerait, le crédit de la Banque diminuerait également; les prêteurs diront: nous ne prêterons pas à la Banque au-dessous de tel taux, car elle doit soutenir le Gouvernement; au lieu que si la Banque restait indépendante, le Gouvernement pourrait faire de mauvaises affaires et cependant la Banque en faire de très-bonnes: elle conserverait alors tout son crédit et elle pourrait nous secourir plus efficacement que lorsqu'elle sera, pour ainsi dire, associée au Gouvernement.

Je pense que plusieurs personnes auront fait ces observations; mais j'incline à croire que ces personnes ont jugé que ces inconvénients étaient plus que balancés par la possibilité que l'Etat aurait de pourvoir aux dépenses que le malheur d'une guerre nécessiterait, en faisant faire à la Banque de fortes émissions de papier-monnaie auquel on donnerait un cours forcé; en conséquence l'Etat l'accepterait en paiement de la même manière qu'il obligerait les particuliers à le recevoir.

Mais, messieurs, l'expérience prouve que la guerre est mortelle pour le papier-monnaie; je crois que ce qui a eu lieu chez les autres arriverait chez nous, car nous sommes dans une fâcheuse situation financière, nous ne réussissons jamais à équilibrer les recettes et les dépenses; cette situation est dangereuse pour un particulier, elle est dangereuse également pour un Etat; les impôts étant arrivés à une certaine limite on ne peut plus les augmenter.

Si vous faites des émissions de billets en temps de paix, il y a ce premier inconvénient, que peu à peu ils feront disparaître les espèces métalliques. Nous avons déjà une forte sortie de numéraire pour le paiement des intérêts des nombreux emprunts que nous avons conclus à l'étranger; nous en avons une autre pour solder le prix des marchandises que

les étrangers importent chez nous, et le libre échange tend naturellement à augmenter cette importation, car il est bien évident que les étrangers veulent être soldés en espèces métalliques, et qu'ils n'accepteraient pas du papier-monnaie.

L'émission du papier-monnaie amènerait évidemment une sortie encore plus forte peut-être de numéraire métallique, car les capitalistes qui spéculent sur leur argent, et il y en a de fort considérables, surtout à Gènes, préféreraient, certes, employer leur argent dans le pays où l'argent rend de l'argent, plutôt que de l'employer dans celui où l'argent ne rend plus que du papier.

Vous voyez donc, messieurs, qu'en temps de paix cette mesure augmenterait fortement la sortie de l'argent et que peu à peu les caisses de l'Etat n'auraient plus qu'un papier, qu'un événement fâcheux pourrait faire tomber de 50 pour 100, comme nous l'avons vu ailleurs. S'il y a la guerre, cette ressource est plus chanceuse encore; j'ai vu que la guerre tue tous les papiers-monnaie. Avant la guerre du dernier siècle, nous avions un papier-monnaie, intitulé: *Billets de crédit envers les royales finances*; nous en avions pour une somme d'environ 5 ou 6 millions; nos finances étaient alors en bon état, ces billets avaient le plus grand crédit: on les préférait à la monnaie noble, à cause de la facilité avec laquelle on pouvait les transporter, et de l'avantage de pouvoir porter avec soi des sommes même considérables, sans que rien le fit remarquer.

Quand la guerre a éclaté on a vu que les billets envers les royales finances commençaient à tomber; la guerre a continué, ils ont baissé graduellement, et un événement survenu dans un pays voisin les a annulés. Je veux parler de la France et des assignats; ils ont été créés en 1792; on disait alors que c'était la valeur la plus sûre en Europe parce qu'ils avaient pour garantie tous les biens du clergé et des émigrés que l'on avait confisqués et que l'on évaluait à 12 cent millions. Pour leur donner une impulsion, on avait dit dans la loi que l'Etat n'aliénerait des biens du clergé ou des émigrés qu'à la condition qu'ils seraient payés en assignats; dans ce premier moment ils furent donc fort recherchés. Mais c'était pendant la guerre, et les oscillations de la guerre firent que les biens durent être vendus à vil prix et surtout ceux du clergé; car la Cour de Rome lança une protestation.

Lorsque la plus part des biens nationaux furent aliénés, les assignats tombèrent si rapidement que déjà en 1794 Robespierre crut devoir faire la loi du *maximum* par laquelle toutes les marchandises, toutes les denrées ne devaient pas dépasser un prix fixé par le Gouvernement, prix qui pouvait être soldé en assignats. Il en résulta une inactivité dans le commerce, dans l'industrie; la vente du blé et d'autres objets diminua dans les marchés, personne ne voulait échanger ses marchandises contre un papier que chacun voyait tomber; il a fallu abandonner la loi et les assignats tombèrent avec une telle rapidité que l'année suivante ils étaient arrivés à zéro. Cela donna le coup de grâce à notre papier qui tomba également à zéro et on se trouva posséder un papier sans valeur. J'ai vu ces faits se reproduire à peu près en Autriche avant 1809. L'Autriche avait des billets de Banque; ils étaient à un certain taux; mais dès que la guerre eût éclaté, ils tombèrent si rapidement qu'ils perdirent 90 pour 100. Ainsi avec 10 francs on achetait 100 francs en papier de Banque.

Je n'ai pas une donnée certaine parce que à cette époque j'étais en Espagne, mais autant qu'il m'en souvient l'Autriche ne voulut pas comme la France laisser complètement tomber ses billets de Banque; elle leur donna donc une va-

leur, il me semble, si ma mémoire est fidèle, que ce fut une espèce de tiers consolidé. Mais ces papiers embarrassèrent les finances autrichiennes, et pendant longtemps l'Autriche vit ses finances en mauvais état.

Et, pour citer des exemples plus récents, je vous ferai observer que les billets qui ont été fabriqués en Hongrie en 1849 pèsent encore aujourd'hui sur les finances autrichiennes, et vous voyez aussi les inconvénients qu'éprouve le Gouvernement romain au sujet du papier émis pendant la République.

Mon opinion est donc que l'émission du papier-monnaie à l'occasion de la guerre est très-chanceuse, et qu'il y a peu à compter sur ce secours, et si on la faisait à une époque où le crédit commence à baisser, le papier n'aurait dès le début aucune valeur.

On cite l'Angleterre; mais l'Angleterre est dans une situation différente: la guerre ne va pas chez elle; malgré la guerre, le commerce anglais marche toujours à l'intérieur, et je dirai aussi à l'extérieur, car l'Angleterre possède des colonies, des ports nombreux dans toutes les régions, et sa marine dominatrice des mers protège son commerce dans toutes les parties du globe. Elle éprouve quelques pertes de la part des corsaires, mais elles ne sont pas considérables.

Quant à nous, nous sommes placés au centre du continent; chez nous la guerre amènerait une grande perturbation financière; nos billets n'auraient donc pas plus de chance de se soutenir que n'en ont eu nos anciens billets, les assignats de France et les billets de Banque de l'Autriche.

Je vous ferai de nouveau observer que si la Banque est séparée du Gouvernement, elle peut, à l'époque où nos finances perdent leur crédit, conserver tout le sien; car étant étrangère aux affaires de l'Etat, et possédant un grand crédit personnel, elle peut dans un moment difficile faire un effort en faveur du Gouvernement, et moyennant des arrangements, afin qu'elle sache quand elle obtiendra ses rentrées, elle peut nous procurer des sommes considérables. Mais quand elle sera enchevêtrée avec le Gouvernement, et que nos finances seront dans l'embarras, la Banque s'y trouvera également, et elle ne pourra plus nous être que d'un très-faible secours.

Il y a des personnes compétentes dans cette Chambre, j'espère qu'elles prendront la parole. J'ai voulu vous soumettre plutôt quelques aperçus que des raisonnements; je crains fort que la détermination qu'on nous propose de prendre ne puisse avoir aucun résultat favorable. En conséquence je voterai contre la loi.

PRESIDENTE. La parola è al senatore Alberto della Marmora.

DELLA MARMORA ALBERTO. Ho domandato ieri la parola in seguito di un dubbio esternato dall'onorevole relatore dell'ufficio centrale, ed in seguito della risposta fatta in proposito dal signor presidente del Consiglio.

Voi sapete, o signori, che ogni qual volta si tratta di un paese per il quale da 35 anni ho sacrificato la mia vita, il mio tempo, la mia salute, e posso dire gli studii ed anche le mie sostanze, ho sempre chiesta la parola; voi sapete quanto interessamento io possa avere per quel paese, cosicchè io non posso che vedere con animo contento la proposta di un progetto di legge per lo stabilimento di una Banca tanto in Cagliari come in Sassari.

Ma venendo precisamente alla questione per la quale ho preso la parola, cioè per dire se a mio credere questo stabilimento possa veramente recare, almeno per adesso, alla Sardegna quei tanti vantaggi che si propone il Ministero, io candidamente debbo dire che conoscendo lo stato in cui giace

quel paese, io opino che vi sarebbero dei bisogni molto maggiori da soddisfare, e che per conseguenza lo stabilimento della Banca e le strade che si stanno facendo, tutte queste bellissime misure insomma che la Sardegna deve certamente e specialmente all'interessamento che prende il signor presidente del Consiglio, non otterranno i risultamenti che se ne ripromettono, perchè ciò che manca in Sardegna, e ciò che è veramente da deplorare che non si è mai potuto ottenere, è la sicurezza della proprietà e delle persone.

Fintanto che il Governo non provvede efficacemente a questo bisogno, io credo che tutte le istituzioni che si faranno in quel misero paese non potranno mai dare quel frutto che corrisponda all'idea concepita da chi le propone.

Non è qui il luogo d'entrare in una discussione sul modo di ottenere questa sicurezza della proprietà e delle persone; io mi riservo di trattarla in un altro momento per non deviare dalla questione. Solamente ripeterò quello che ho avuto l'onore di dire in un'altra seduta piuttosto importante che ebbe luogo, credo, due anni fa; cioè che io non rimproverava ai ministri di non fare per quel paese, anzi diceva che facevano quasi troppo in una volta, ma non agivano d'accordo, e io vorrei che i ministri per quell'isola poco conosciuta facessero le cose d'accordo, cioè a dire che quando si vuole impiantare un'istituzione, si procuri di agire unitamente, provvedendo ai mezzi per farla veramente fruttare.

Io non entrerei in maggiori particolarità; mi rincresce solamente di vedere che le due questioni della Banca e della Sardegna siano state unite e che in certo modo la Sardegna sia qui come una specie di sapone messo sotto la chiglia di quel bastimento che si vuol lanciare per avviare al suo destino; io avrei desiderato che le due questioni fossero rimaste perfettamente indipendenti l'una dall'altra, perchè su quella di Sardegna il mio voto è certamente sicuro, e su quella della Banca non sono ancora abbastanza illuminato per potermi decidere ad un sì o ad un no.

DI COLLENO LUIGI. Aggiungerò poche parole soltanto a quello che con tanta copia di dottrina economica fu detto a dimostrar i danni prevedibili dall'attuazione del progetto in oggi discusso, a quei danni fermando le mie osservazioni che hanno tratto agli interessi morali.

Nella proposta ministeriale, per usar espressione in voga, io vedo un connubio della finanza dello Stato col sistema bancario al quale vuoi dare nuovo ed esclusivo sviluppo; ora tenendo conto della generale tendenza del secolo per gli interessi materiali, io non posso dubitare che simile unione non abbia a render lo Stato ligio all'aristocrazia del danaro, talchè dalle sole convenienze del credito, dell'industria e del commercio avrebbe a dipender ogni risoluzione governativa, trasandate le considerazioni anche le più gravi di morale, di ordine interno e di esterna politica.

Il principale vantaggio infatti col quale siamo invitati ad accostarci alla proposta del Gabinetto, consiste nell'aiuto che in tempi difficili la Banca può recare alle finanze del regno. Questo aiuto, come già fu dimostrato, non sarebbe per mancare nè anche nella nostra condizione presente; non può tuttavia contendersi che assai più agevole sia per divenire coll'accettazione del nuovo progetto. Ma questa maggior agevolezza è quella appunto che rendendo più frequenti i ricorsi, avrà per effetto di accrescere, anzi di perpetuar la dipendenza del Governo dagli interessi bancarii, come è forza che avvenga sempre nel debitore verso del suo creditore.

Di qui la preponderanza nei futuri destini della nazione del sistema utilitario, del quale non v'ha persona assennata, così tra i privati come fra gli uomini di Stato che non la

menti la progressiva invasione a danno dei principii eterni ed immutabili di giustizia, di rettitudine, di onestà.

Non mi estenderò provando quel che presenta per sé il carattere dell'evidenza, e mi restringerò con addurre l'esempio allegato dal signor presidente del Consiglio, allorché con sì eloquente lucidità di concetti ne esponeva le condizioni bancarie nei principali Stati d'Europa e tra gli Anglo-Americani. Tra li quali egli, come è suo uso costante, si appoggiava singolarmente all'Inghilterra, e con essa al Belgio.

Io non mi fermerò a trattar di quest'ultimo regno dove il sistema non ha per anco la sanzione più di tutte infallibile, quella del tempo. Quanto all'Inghilterra in tutt'altra occasione mi ripugnerebbe cercarvi argomenti per norma delle nostre determinazioni, attesa la disparità somma di potenza che necessita tante eccezioni in un confronto a parer mio troppo facilmente invocato. Qui nondimeno l'esempio mi torna in acconcio, nè le eccezioni dello quali io diceva valgono a indebolirne le lezioni.

Io vi prego pertanto, o signori, a non dimenticar gli imbarazzi che l'aristocrazia dei capitalisti ha suscitati e suscita anche in oggi all'azione del Governo britannico dove la prima condizione di vita di ogni Gabinetto è di blandire in ogni forma e ad ogni costo quell'onnipotente aristocrazia.

Non dimentichiamo la guerra intrapresa per sostener nella Cina il commercio immoralissimo dell'oppio, e nel centro medesimo di quel regno di cui si alza al cielo la sapienza economica e industriale, qual valevole rimedio ha potuto recar fino ad ora le replicate richieste parlamentari contro la durezza degli uomini denarosi affine di minorar gli stenti della classe operaia ridotta a stato non dissimile se non peggiore talvolta di quello dei bruti?

Qualunque arte di parole voglia usarsi per attribuire ad altre cagioni gli accennati disordini, io non saprei altrimenti spiegarveli fuorchè per la prepotenza del governo dell'oro su quello dei principii, prepotenza per cui una tendenza al tutto mercantile si è sostituita alla politica nobile e ferma che la nazione inglese in altrè età professava al pari di tante altre nazioni, prepotenza per cui non altro Codice ha oramai corso colà fuor del Codice utilitario in tutta la sua durezza, per cui l'oppressione dell'uomo di lavoro nulla ha più che la distinguua dalla schiavitù delle antiche nazioni.

Se non questi eccessi medesimi, altri più propri della diversa nostra condizione politica, ma non però men funesti io temerei, qualora anche tra noi venisse a sparire l'azione libera che l'indipendenza della finanza da una Banca privilegiata permette ancora di esercitare per la piena tutela degli interessi più vitali dello Stato.

CAVOUR, presidente del Consiglio dei ministri, ministro delle finanze. Risponderò brevi parole ai nuovi argomenti posti in campo nella seduta d'oggi contro il progetto di legge.

Il primo oratore, l'egregio maresciallo, lo combattè con due argomenti.

Il primo suo argomento si fondava sulla dipendenza nella quale il Governo si troverebbe collocato rispetto alla Banca ove questo progetto fosse adottato.

Egli diceva che in ora il tesoriere generale è un impiegato dello Stato, sul quale il ministro delle finanze esercita un'azione diretta, che si trova nell'assoluta sua dipendenza; ma, votata la legge, le funzioni di tesoriere generale saranno affidate alla Banca, la quale rimane assolutamente indipendente dal Governo e non avrà, cioè, il Ministero veruna ragione sovra di essa, qualunque sia la condotta della Banca rispetto al Governo essa potrà sempre disporre dei fondi dello Stato; essa inoltre godrà di un largo beneficio, senza in certo modo

alcun corrispettivo, o almeno senza che questo beneficio possa essere adeguato alla sua condotta.

Qui mi permetterà l'onorevole maresciallo di lamentare che egli non siasi trovato presente alla prima seduta in cui cominciassi a discutere questo progetto, giacché non avrebbe forse promosso questa discussione nell'odierna seduta.

Io ho avuto l'onore di esporre al Senato che le funzioni di tesoriere generale sono presso noi ben diverse che quelle stesse funzioni nel Belgio e nell'Inghilterra. Esse presso noi non darebbero alla Banca il diritto di ricevere nemmeno uno scudo dei fondi dello Stato (mi permetta il Senato di ripetere questa dimostrazione): dietro le nostre leggi le quali non vengono nè punto nè poco modificate dal progetto attuale, i contabili versano tutti i fondi nelle tesorerie provinciali, e dalle tesorerie provinciali non possono passare nella cassa della Banca se non in virtù, non di un ordine generale, ma di apposito ordine del ministro delle finanze, ordine che si spieca in ora per mezzo dell'ispezione dell'erario e che si spiccherà fra poco per mezzo della direzione del tesoro.

Quindi costituendo la Banca tesoriere generale, non le diamo il diritto di riscuotere nemmeno un soldo, è perciò qualora nascesse qualche difficoltà fra quella ed il Governo, questo avrebbe un mezzo efficacissimo di ricondurre la Banca ad opinioni più concilianti; gli basterebbe cioè di fermare la metà dei fondi nelle tesorerie provinciali, il che potrebbe fare senza difficoltà, poichè la tesoreria provinciale di Torino sarà organizzata in modo da poter far fronte a tutte le spese e riscuotere gli incassi come sarebbe la tesoreria generale.

Egli è quindi vero che con questa legge la Banca si pone in dipendenza del Governo, ma non è già il Governo che si pone in dipendenza della Banca. Qui esiste la gran differenza che passa tra il sistema che ho l'onore di proporre alla vostra approvazione e i sistemi inglese e belga: in quei due sistemi il Governo, in virtù di legge, è obbligato di versare tutti i fondi alla Banca, laddove nel nostro il Governo rimane assolutamente libero nella disposizione dei suoi fondi.

Io spero che queste spiegazioni varranno a sciogliere il primo dubbio mosso dall'onorevole maresciallo.

Il secondo suo argomento si appoggia sui pericoli dell'emissione della carta moneta.

Egli vi ha ricordato, o signori, la storia funesta degli assignats in Francia, della nostra carta moneta in Piemonte e di quella austriaca. Ma è appunto per evitare questi inconvenienti che io vi propongo di fondare una Banca governativa, giacché questi inconvenienti non si verificarono se non se forse dove non vi era Banca governativa, dove lo Stato stesso volle fare le funzioni in certo modo di banchiere, mettendo in circolazione della carta: gli assignati non erano carta di Banca, non lo erano i mandati sul tesoro, nè la prima carta austriaca.

Io non nego che anche della carta di Banca si possa abusare e se ne possa abusare, massimamente in tempi difficili. Di che cosa al mondo non si può abusare? Ma sono fermamente persuaso e credo di non poter essere contraddetto che è molto più difficile di abusare della carta di una Banca che non di una carta governativa.

Io credo che quando vi avrà una Banca che sarà tesoriere generale dello Stato riescirà non solo difficile, direi quasi impossibile al Governo di emettere carta governativa per poter ottenere un sussidio dalla Banca: ma non l'otterrà certamente oltre i limiti delle forze della Banca stessa; quindi io ho ferma credenza che adottando il nostro sistema, supposto anche il pericolo di ciò che accentuava l'onorevole maresciallo (giacché noi possiamo, lo può il Parlamento, lo può il paese

rigettare questa legge), si può impedire l'unione più stretta fra il Governo e la Banca. Ma può il Senato vincolare i futuri Governi in momenti difficili, quando non avranno l'appoggio di una Banca nazionale, a non emettere carta? Io credo che questo sarebbe una vanissima speranza: qualunque disposizione legislativa si volesse adottare a questo riguardo, essa avrebbe poca efficacia se il paese versasse in gravissime difficoltà.

L'onorevole maresciallo ha citato molti esempi storici; ha rigettato quelli dell'Inghilterra. Sia pure. Ma veniamo a quello dell'Austria.

Io credo che l'Austria negli anni 1848 e 1849 si sia trovata in condizioni quasi altrettanto malagevoli quanto quelle dell'epoca che ricordava. Ma in questa seconda circostanza si valse della Banca di Vienna, ottenne da essa i sussidi. Credo forse che si sia abusata anche di quest'appoggio, ma ciò almeno in una certa proporzione con i mezzi della Banca stessa; quindi gli inconvenienti della carta moneta (inconvenienti che non si possono evitare) furono pur ristretti in limiti molto minori di quelli che accennava lo stesso maresciallo, giacché io credo che la carta della Banca di Vienna non abbia mai scapitato oltre al 20 o 25 per 100. Mi pare di avere dimostrato, anche in ora, come quel secondo dubbio dell'onorevole maresciallo sia privo di fondamento.

L'onorevole maresciallo diceva che se il pensiero di ottenere il sussidio della Banca in tempi difficili era quello che muoveva il Governo, tornava meglio di tenere la Banca dal Governo separata. Ma, o signori, non confondiamo gli interessi della Banca e del Governo. Noi non vogliamo che i conti della Banca siano fusi con quelli del Governo, anzi, avendo adottato un sistema di non estendere l'azione della Banca sulle tesorerie provinciali, noi lasciamo la Banca assolutamente indipendente dal Governo. L'atto finanziario non sarà altro che d'averne un conto corrente; quindi io credo che questa relazione, lungi dal menomare l'influenza della Banca, lungi dal fare scapitare il suo credito, l'amplifieranno, l'aumenteranno.

E qui ancora invoco l'esempio della storia e faccio osservare come le Banche governative hanno sempre avuto un maggior credito che non le Banche assolutamente indipendenti. Quindi il terzo dubbio emesso dall'onorevole maresciallo parmi sia egualmente privo di fondamento.

Mi potrei ora lusingare che, sciolti questi dubbi, l'onorevole maresciallo sia per ritirare la sua opposizione e dare a questa legge un voto favorevole. Comunque sia, spero almeno che la sua voce eloquente non avrà tanto peso per condurre seco la maggioranza di quest'assemblea.

Il secondo oratore, l'onorevole generale La Marmora, non ha parlato nè pro, nè contro, ma sopra: si è dimostrato sino ad un certo punto favorevole alla parte del progetto relativa alla Sardegna, ma ha accoppiato a questi segni di approvazione una semicensura, come se il Governo volesse fare della Sardegna un mezzo per far passare questa legge.

Io posso dichiarare con tutta schiettezza all'onorevole generale che prima di pensare a costituire una Banca in Sardegna coll'aiuto della Banca nazionale, io ho cercato e fatto il possibile onde ottenere che venisse stabilita da speculatori privati, ma che non vi ho riuscito.

Io sono d'avviso che quando altri ciò tentasse, non vi riuscirebbe meglio di me; quindi posso assicurare l'onorevole senatore non essere questo un artificio parlamentare, perchè sono fermamente convinto che il mezzo da me proposto è il solo attuabile per ottenere lo stabilimento di una Banca in Sardegna.

Avvertiva egli (e qui son lieto di poter dire che concorro pienamente nella sua opinione) che per la Sardegna vi era cosa più utile ancora da farsi che lo stabilire Banche, cioè costruire strade, perchè così si renderebbe più sicura la proprietà e la vita. Concorrendo io con lui in questa sentenza, dichiaro schiettamente che non concorro probabilmente in tutti i mezzi per raggiungere questo scopo. Forse l'onorevole generale potrebbe proporre alcuni mezzi che fossero dal Governo riputati migliori, e viceversa il Governo...

DELLA MARMORA ALBERTO. Domando la parola.

CAVOUR, presidente del Consiglio dei ministri, ministro delle finanze. . . . Ma poichè egli ha detto che si riserva per altra occasione, mi permetta di far altrettanto, assicurandolo che il Governo gliene somministrerà i mezzi, giacchè probabilmente fra non molto esso sottoporrà al Parlamento qualche disposizione intesa ad ottenere quello scopo che l'onorevole generale con molta ragione desidererebbe veder raggiunto prima che si pensasse ad altri progetti.

Ma poichè sono a parlare della Sardegna, mi sia concesso di additare una o due considerazioni che possono essere di gran momento

La Sardegna, come voi sapete, fra gli altri malanni cui è sottoposta, ha pur quello della carta monetata. Questa, lo confesso, è una vera ingiustizia per la Sardegna; mentre in tutte le altre parti dello Stato vi è una circolazione metallica, nell'isola vi è una circolazione di carta che non ha corso soltanto legalmente, ma corso forzato. Evidentemente bisogna far cessare quest'ingiustizia, ed in verità se fosse rigettata questa legge, e se in occasione di discussione sui bilanci alcuni rappresentanti mi dicessero: « Fate cessare questa ingiustizia; poichè ci avete regalati i balzelli del continente, almeno metteteci dal lato economico nelle condizioni del continente, facendo scomparire la carta monetata; » io in verità non saprei che cosa rispondere, e mi vedrei costretto a proporre al Parlamento un credito per raggiungere questo scopo, per compiere quello che io debbo dire debito di giustizia.

Coll'istituzione della Banca di Sardegna noi raggiungiamo questo scopo, facciamo scomparire la carta monetata dall'isola, e ciò senza costo dell'erario; e mi pare che sia pure una circostanza da tenere a calcolo questa che noi facciamo cosa utile facendo cosa giusta, e che mentre adempiamo ad un debito di giustizia, la riparazione che facciamo non abbia a produrre nessun inconveniente economico.

Io credo che se repentinamente si facesse scomparire la carta monetata della Sardegna senza sostituirvi altra carta, forse nascerebbero alcuni inconvenienti; la circolazione potrebbe essere momentaneamente scemata. Invece col nostro progetto, ad una carta avente corso forzato sostituiamo una carta avente corso legale, che si può cambiare contro scudi in tutte le città dell'isola, una carta che ha tutto il pregio della moneta metallica.

Io prego quindi il Senato a voler tenere a calcolo questa circostanza assolutamente finanziaria.

L'ultimo oratore, lasciando da parte la considerazione finanziaria, si è appoggiato sopra considerazioni morali; ha creduto che questa legge fosse per accrescere di molto la potenza dell'aristocrazia bancaria. In verità non posso dividere quest'opinione.

Se egli ha inteso di dire che con questo progetto di legge la ricchezza del paese fosse per aumentare e che quindi gli interessi materiali che sono in proporzione della ricchezza saranno maggiori, io non solo non lo contesto, ma egli è sopra questo proposito che appoggio la mia preghiera onde la legge sia approvata.

Sicuramente questo progetto ha per iscopo di accrescere le risorse nostre: se il Senato crede che sia un male che qualunque legge intesa allo sviluppo della ricchezza sia immorale, allora rigetti pure questa legge; ma in tal caso avverta che dovrà rigettare quasi tutte le proposte che gli verranno sottoposte.

Forse l'onorevole preopinante dirà che egli intende parlare della ricchezza e potenza dei banchieri, e a ciò sarà facile il rispondere col dire che le grandi Banche, lungi dall'accrescere la potenza individuale dei banchieri, fanno contrapposto a questa potenza medesima.

Il preopinante sa che la Banca è proprietà, in complesso, di azionisti, epperò non vi può essere monopolio.

L'esempio di tutte le nazioni prova che il capitale delle Banche si riparte in un'infinità di mani, di persone, e che quindi anche i minori capitalisti possono esercitare sulla Banca un'influenza. I fatti dimostrano che i banchieri individualmente esercitano assolutamente molto più influenza là dove non vi ha una gran Banca, e che questa influenza cessa dove un tale stabilimento esiste.

Per esempio: chi percorre i nomi dei direttori della Banca d'Inghilterra, vedrà che fra essi non figurano i principali banchieri della città di Londra. Ne citerò due soli perchè hanno nome europeo: non si vedrà fra i direttori della Banca alcun membro della casa Rothschild e Behering che sono le due prime case di Londra.

D'altra parte, come mi pare d'aver già dimostrato all'onorevole maresciallo, questa legge non accresce l'influenza della Banca sul Governo; viceversa accresce l'influenza del Governo su di essa.

Quindi se l'influenza che la Banca può esercitare non è così dannosa, in allora debbo sperare che l'onorevole preopinante, meglio considerate le conseguenze di questa legge, sia per mutare consiglio e darle voto favorevole. Egli poi si fondava sull'esempio dell'Inghilterra ed avvertiva gli inconvenienti dello sviluppo del sistema bancario sopra la condizione morale di quel paese, e diceva che, giunta ad un certo punto, l'influenza bancaria faceva tacere ogni altro sentimento, riducendo il popolo a non curare altro che gli interessi materiali.

Su questo punto posso rassicurarlo pienamente con un fatto che ho verificato coi miei occhi stessi l'anno scorso.

La parte dell'Inghilterra dove è più sviluppato il principio delle Banche è la Scozia, e non ho bisogno di dimostrarlo, perchè l'egregio relatore ci ha fatta l'accurata storia delle Banche scozzesi.

Sicuramente, anche rispetto all'Inghilterra, il sistema bancario è più sviluppato nella Scozia; quindi, secondo il teorema del signor preopinante, in Iscozia non si dovrebbero curare che gli interessi materiali.

Ora, l'anno scorso visitando la Scozia, ad ogni villaggio a cui mi fermava io vedeva sorgere un nuovo tempio, perchè colà la maggioranza è protestante. Informatomi della cagione, mi venne risposto che essendo nata una scissura nella Chiesa stabilita, i dissidenti si erano separati a far tempo dal 1846, e d'allora al 1852 avevano erette chiese in quasi tutte le parrocchie della Scozia, ed avevano a questo uopo consecrato l'egregia somma di due milioni di lire sterline, cioè cinquanta milioni di franchi.

Vede l'onorevole preopinante che in un paese ultra-bancario le idee religiose hanno tanta influenza da fare uscire liberamente, spontaneamente, senza l'aiuto del Governo, in pochi anni l'egregia somma di 50 milioni. Se l'onorevole preopinante può accennarmi un simile esempio in un paese

dove non vi sono Banche, io mi riputerò assolutamente battuto.

E perchè il discorso mi ha condotto alla Scozia, domanderò la permissione di supplire ad un difetto della risposta che ho dato ieri all'egregio relatore.

Egli si è fondato molto sull'esempio della Scozia per provare la superiorità del sistema della libertà delle Banche.

Io non aveva presenti tutte le cifre alle Banche di Scozia relative, e la Camera capirà che, occupato quale mi trovo dalle mie funzioni, difficilmente posso raccogliere tutti i documenti che si richiederebbero per sostenere una lotta contro così abili e sapienti avversari.

Questa mattina però ho voluto rivedere la storia di queste innocenti istituzioni che l'onorevole relatore ci rappresentava come vittime dei pregiudizi economici di Roberto Peel, e le cifre mi hanno dimostrato (ciò che sapeva confusamente, ma che non voleva asserire se non sopra fatti positivi), cioè che la prosperità delle Banche di Scozia non dipende menomamente dalla loro circolazione, ma bensì dall'aver perfezionato moltissimo il sistema dei depositi e dei crediti.

Poche cifre ve lo dimostreranno.

Le Banche di Scozia, al punto in cui godevano della libertà più assoluta, prima cioè della legge del 1844, erano 19, e fra tutte possedevano l'ingente capitale di 12 milioni sterline.

Ora, cosa credete che esse avessero in circolazione quando erano pienamente libere, quando loro era stato concesso il privilegio di emettere carta di una lira sterlina? Tre milioni di lire sterline, od il 25 per 100 del capitale.

Non è questa lievissima circolazione che faceva né la prosperità e nemmeno la solidità delle Banche scozzesi.

Diffatti la Banca la più florida, la più salda, quella citata appunto dall'onorevole relatore, se non erro, la Banca reale con un capitale di due milioni di lire sterline aveva in circolazione solo 183 mila lire sterline, cioè il 9 per 100 del suo capitale.

La circolazione non era che la parte la più secondaria delle operazioni delle Banche scozzesi: ciò che ha promosso la prosperità di esse si è, come diceva, il sistema dei depositi molto perfezionato e più ancora il sistema di credito.

Le Banche scozzesi hanno adottato il sistema del credito personale, del credito in bianco con o senza cauzione od altra guarentigia personale. Questo introdotto a poco a poco e adoperato con grande prudenza ed abilità ha dato frutti meravigliosi, poichè da un lato esse hanno saputo attirare a sé somme immense di deposito; somme che debbono giungere (ignoro il calcolo esatto) dai 25 ai 30 milioni di lire sterline, e dall'altro lato hanno sparso il credito su tutta la superficie dell'Isola.

Io spero che simili istituzioni s'introdurranno presso di noi gradatamente e si svilupperanno; ma per simile effetto, signori, converrà che queste istituzioni non aspirino ad essere Banche di circolazione, giacchè io sono certo che anche l'onorevole relatore, se gli fosse presentata una legge relativa ad una Banca di circolazione nella quale il sistema del credito in bianco fosse introdotto, io son certo, dico, che anch'egli la respingerebbe, e farebbe bene perchè sarebbe molto pericoloso.

La Camera sa come si andò guardinghi e dai Governi anteriori a questo e dal Governo attuale e dal Parlamento nell'esaminare gli statuti delle Banche di circolazione, come loro si imponessero obblighi gravi, quelli di non scontare cambiali che a tre firme, di non scontare carte di scadenza maggiore di 90 giorni, di non fare anticipazioni che a certe condizioni molto prudenti; quindi egli è evidente che mai

si sarebbe approvato il sistema del credito in bianco. Eppure questo è necessario se vogliamo che il credito sia sviluppato. Ma chi può far questo? Chi lo deve introdurre? Le Banche di deposito e di sconto, ed io di questa verità era talmente convinto che quando una società si fondò e si presentò al Ministero per domandare di poter stabilire a Torino ed a Genova una cassa di sconto e di deposito, lo aggiunsi di mia mano questa facoltà a cui non avevano pensato, quella cioè di far credito in bianco.

Di questa facoltà lo stabilimento di cui discorro non ha ancora fatto uso, e ciò si spiega perchè è sorta in un momento in cui aveva occasione d'impiegare i suoi capitali in modo più sicuro di quello del credito in bianco.

Ma io non dubito che quando saranno tornati tempi economicamente più normali, quando saranno sorti stabilimenti rivali, come ne sorgono e ne sorgeranno, le nostre Banche di deposito ammetteranno quello che le Banche scozzesi hanno fatto; ciò che non avrebbero potuto fare se i desideri dell'onorevole relatore fossero stati assecondati, e se oltre ad essere Banche di deposito e di sconto fossero altresì Banche di circolazione.

Io spero, o signori, di aver risposto alle nuove obiezioni che sono state poste in campo, e non ricorderò gli argomenti adottati nelle due precedenti tornate, perchè ho già abbastanza usato ed abusato della vostra sofferenza.

Non mi rimane che a ripetervi quello che già ebbe l'onore di dirvi essere io persuaso e convinto che dalla adozione di questa legge stanno per risultare immensi benefici e nei tempi ordinari e nei tempi difficili.

PRESIDENTE. La parola spetta nuovamente al senatore Alberto della Marmora.

DELLA MARMORA ALBERTO. Io ho domandato nuovamente la parola per assicurare il signor ministro che io mi adoprerò per quanto potrò al fine di proporre al Governo quei mezzi che stimo più efficaci per mantenere ciò che chiamo la sicurezza delle proprietà e delle persone.

Avrei desiderato pure di prendere la parola sulla carta monetata di Sardegna, ma non la presi perchè sperava che le due questioni sarebbero state intieramente divise; sopra di ciò, anche ora, non voglio dilungare la discussione; ma poichè ho la parola, dirò cosa mi venne in mente in seguito al discorso dell'onorevole maresciallo, cosa che non posso a meno di comunicarla, ed è un passo del testamento di un forestiere, il quale morendo pochi anni fa, e lasciando la sua vedova in Piemonte, mise per clausula il consiglio che si guardasse bene dal prendere dei fondi presso noi, perchè il Piemonte sarebbe sempre un campo di battaglia.

CAVOUÉ, presidente del Consiglio dei ministri, ministro delle finanze. Domando la parola.

Se il Piemonte deve essere un campo di battaglia, ragione di più per dare al Governo i mezzi di combattere.

PRESIDENTE. La parola spetta all'onorevole senatore Sclopis.

SCLOPIS. Vi parrà strano, o signori, che io ardisca di prendere la parola in una discussione, la quale è estranea ai miei studi particolari ed alla poca mia esperienza in ciò.

Tuttavia trattandosi di cosa gravissima, ho creduto bene di impiegarvi sopra tutta la maggior attenzione di cui fossi capace.

È certamente io intendo di unirmi a coloro che ricorderanno queste sedute del Senato come una splendida testimonianza della nostra abilità parlamentare e della gravità con cui si discutono in questo Consesso le più ardue questioni.

Estraneo, come diceva, alla specialità di questi studi, io

non mi estenderò ad altro che a pregare il signor presidente del Consiglio di volermi chiarire un dubbio il quale deve condurre me e forse alcuni altri dei miei colleghi a formarci un'opinione più decisa sul risultato che debba avere questa legge.

Fra le preoccupazioni maggiori che dividevano il Senato in questa discussione, vi fu quella che col concedere alla Banca quella gestione, di cui si parla nel progetto di legge, si creasse una potenza che starebbe contro od in pro del Governo, secondo le circostanze, la quale sarebbe un'immedesimazione, e non, come si esprimono certi scienziati, una *iuxta positione*.

Io fui commosso anche da questo dubbio, e tanto più ne fui commosso, in quanto che questa legge considerata nella sua sostanza è l'approvazione di una convenzione, di un contratto che fa il Governo colla Banca nazionale.

Il signor ministro delle finanze non solo una volta, ma ripetutamente nella discussione ci ha favorito delle spiegazioni che mi parevano consolantissime, le quali avevano tratto all'indipendenza, che avrebbe conservato il Governo in ogni cosa, anche dopo sanzionata questa convenzione.

Ed egli si fermava particolarmente sull'articolo 3° del progetto di legge, in cui è detto:

« I contabili versano i fondi da essi riscossi nelle tesorerie provinciali che sono conservate. Queste tesorerie versano poi i fondi disponibili nelle casse della Banca, in conformità degli ordini che ricevono dal ministro di finanze. »

Su questa disposizione il signor ministro delle finanze fondava un'argomentazione logica quant'altra mai dicendo che siccome si esigono ordini dal Ministero delle finanze, sarà in libertà del ministro di far versare o di non far versare i fondi delle tesorerie provinciali nella tesoreria centrale della Banca nazionale, e quindi rimarrà sempre in mano del Governo una autorità precisa di tenersi in uno stato indipendente, così inteso nelle disposizioni del progetto di legge.

Così sia pure; queste parole, lo ripeto, erano per me consolantissime, ma siccome si tratta di contratti, mi è sorto un dubbio, e questo dubbio nasce da una deliberazione, che ho sotto gli occhi, della Banca di Genova.

Questa deliberazione sta nel verbale dell'adunanza straordinaria tenuta dagli azionisti della Banca di Genova il 4 maggio 1853.

Si fece in quest'occasione una profonda discussione sulla materia; erano presenti gli azionisti o in persona o per mezzo dei loro procuratori; in fine di questa discussione uno dei reggenti della Banca, che era di diritto il segretario dell'adunanza, concluse in questi termini.

Permettetemi, o signori, che ve li legga, perchè ci darà argomento a chiarire la materia e ad ottenere probabilmente una risposta soddisfacentissima dal signor ministro delle finanze.

« ... Il signor marchese Pallavicino esponendo come la Commissione inviata dal Consiglio genovese a Torino sentì di trovarsi posta in un bivio. Da una parte prevedeva d'incontrare una sicura impopolarità specialmente presso gli uomini di certi partiti, accettando i progetti ministeriali; dall'altra sentiva il dovere di coscienza di accettare, facendo abnegazione d'ogni spirito di gretto municipalismo, quei progetti che credeva eminentemente utili agli interessi degli azionisti della Banca.

« Il preopinante dichiarava che la Commissione posta in tale bivio aveva creduto di non dover esitare un istante ad abbracciare il partito di promuovere l'utile della Banca ponendo ogni altra considerazione.

« Il signor Pallavicino osservava poi essere considerevoli i vantaggi provenienti alla Banca dal servizio delle tesorerie. Egli esponeva come se si considera essere il nostro bilancio di 120 milioni di lire è facile comprendere come l'erario terrà sempre un fondo disponibile di un bimestre, cioè di 20 circa milioni, e quindi la Banca avrà un conto corrente coll'erario per l'ammontare all'incirca di detta somma, ciò che le fornirà il mezzo di aumentare la sua circolazione e di lucrare brillanti profitti.

« Osservava quindi il signor Leonino che la Banca diventando cassiere dello Stato acquistava una posizione indipendente dalla possibile ostilità di un ministro.

« Aggiungeva che preso dalla Banca il servizio delle tesorerie, ancorchè venisse al potere un ministro ostile alla Banca e che volesse proporre una legge contro di essa, questa (dopo la convenzione sovra accennata) non potrebbe più nuocere alla Banca se non se dopo tre anni, ed un ministro costituzionale ignora più di qualunque altro se dopo tre anni si troverà ancora al suo posto. »

Queste parole mi paiono dimostrare l'opinione d'una delle parti contraenti, che la legge che si sta per votare vincola il Governo nelle convenzioni. È regola dei giureconsulti che bisogna anzitutto considerare quale sia il sentimento proprio delle persone che intendono di obbligarsi; dunque mi pare che da queste parole emesse in così straordinaria circostanza, con tanta solennità, da quelli che avevano la fiducia della Banca di Genova, da quelli che avevano trattato direttamente col Ministero, porgano un'interpretazione decisiva del modo col quale si ha da intendere questa convenzione, vale a dire che da un lato ci sia una permanente o quasi permanente disponibilità di fondi presso la Banca, fondi provenienti dalle tesorerie provinciali; dall'altro lato che la Banca goda di quella certa indipendenza la quale possa dargli i mezzi di fronteggiare un ministro qualunque che volesse agire contro la Banca.

Io qui dichiaro che bramo e spero che non ci siano mai occasioni di venire a contrasto colla Banca, ed anzi dichiaro che parteggio per coloro che desiderano che ci sia una gran circolazione di capitali, che desiderano i progressi del ben essere materiale, perchè credo che è un beneficio della provvidenza il poter avere dei mezzi di fare il bene. Ma mi pare che da queste parole così pronunziate, con tanta precisione, in epoca prossima alla conclusione del primo negoziato col Governo, ci sia luogo a dubitare che una delle parti contraenti non intenda affatto la convenzione nel modo nel quale la intese il signor ministro delle finanze. Spero una spiegazione, la quale, dico, mi darà maggior franchezza nell'emettere il mio voto.

CAVOUR, presidente del Consiglio dei ministri, ministro delle finanze. L'onorevole senatore Sclopis crede vedere una contraddizione tra le dichiarazioni fatte dal Ministero in questa e in altra assemblea rispetto alle funzioni di tesoriere e le spiegazioni date all'assemblea degli azionisti a Genova da due reggenti, il segretario signor marchese Pallavicini ed il signor Leonino.

Io debbo prima d'ogni cosa osservare che la convenzione non può essere interpretata giusta l'opinione di questa o di quell'altra persona, ma deve esserla dal modo col quale è redatta; ora nell'articolo 3° è detto:

« I contabili versano i fondi da essi riscossi nelle tesorerie provinciali che sono tutte conservate. Queste tesorerie versano poi i fondi disponibili nelle casse della Banca, in conformità degli ordini che ricevono dal Ministero delle finanze. »

È detto poi nell'articolo 1° che la Banca deve osservare tutte le discipline in vigore. Ora le discipline in vigore portano che i contabili versano necessariamente nella cassa dei tesorieri provinciali, ma che il trapasso dalla cassa delle tesorerie provinciali a quella della tesoreria generale non si può fare senza un ordine preciso, un ordine di spedizione di fondi.

È evidente che in tempi ordinari, quando non vi è motivo di ostilità o di diffidenza tra la Banca ed il Governo, i fondi disponibili passeranno nella cassa della Banca; quando ciò non fosse permesso alla Banca, il ministro di finanze lo dovrebbe fare, perchè è una buona operazione finanziaria, perchè è un danno che si fa al pubblico il mantenere infruttiferi nelle casse dello Stato fondi pubblici; ed a questo riguardo ho ricordato l'altro giorno l'esempio singolare del Governo americano che si trova essere autore in parte della crisi che travaglia quel paese che fa sì che lo sconto è al 16 per 100, avendo ritirato una parte del numerario sonante nelle sue casse.

Io ripeto che qualunque ministro di finanze illuminato vedrà di mettere in circolazione la maggior quantità di fondi possibili. E questo si fa persino dai Governi i quali non hanno nessuna relazione legale colla Banca, come il Governo francese, il quale ricava nessun utile dalla Banca, nullameno per facilitare forse anche un poco i suoi conti, ma più ancora, ne sono certo, per favorire il movimento economico dello Stato, tiene tutti i fondi disponibili nelle casse della Banca.

L'onorevole senatore Sclopis è troppo accurato osservatore dei fatti economici per non avere più volte visto nei giornali i conti resi dalla Banca di Francia che sono pubblicati ogni mese; dai medesimi si scorge che il conto del tesoro solitamente giunge ai 140 o 150 milioni e molto di rado scende al di sotto di 100 milioni. Il Governo francese non ha obbligo legale nè morale di farlo, ma il fa per provvedere al moto commerciale. Noi lo faremo a fortiori; ci vorrà una ragione gravissima (che il Governo abbia cioè a lagnarsi od a diffidare della gestione della Banca) per torle questo sussidio che deve tornare in definitiva non solo utile alla Banca stessa, ma ancora al paese.

Giacchè, o signori, se si considera l'interesse della Banca e quello del commercio, è facile riconoscere che gli interessi degli azionisti e dei direttori è poca cosa in confronto del vantaggio e del commercio. Vi è una gran differenza fra il trovare o non trovare un sussidio e l'avere un dividendo maggiore o minore. Quindi allorchè si dà alla Banca il mezzo di far le operazioni, si fa bensì un utile agli azionisti, ma si fa un utile ben maggiore al commercio ed a tutto il paese in complesso.

Io dico adunque che vi è una specie di obbligo morale di far passare questi fondi nella cassa della Banca e che non sarà che allorquando esistono timori o in casi d'ostilità che il ministro delle finanze userà di questo supremo diritto di impedire il versamento.

Ed in fatti, o signori, noi lo facciamo fin d'ora che non siamo stretti da nessuna di queste condizioni, l'abbiamo sempre fatto sgraziatamente in limiti assai ristretti, perchè (sono costretto a dirlo), non abbiamo grandi fondi di riserva, ma quando ne abbiamo noi li lasciamo nella cassa della Banca, e devo confessare schiettamente che in momenti in cui la Banca pativa difficoltà di numerario io le ho dato degli assegni sulle tesorerie provinciali, onde non fosse costretta a sospendere gli sconti, ciò che avrebbe prodotto non leggieri danni al commercio ed al paese più di quanto ne avrebbe arrecato agli azionisti.

Ripeto adunque che vi fu una specie d'impegno morale e che quindi tanto il marchese Pallavicini quanto il signor Leonino potevano dir con fondamento: abbiamo la certezza di avere a nostra disposizione i fondi sopravvanzanti dell'erario. Ma il mezzo legale di fermare questi fondi nelle tesorerie provinciali io non pongo in dubbio che noi l'abbiamo.

Infatti io l'ho proclamato nell'altra Camera e l'ho di nuovo proclamato qui, e non ho mai avuto a questo riguardo nessun reclamo dalla Banca, quindi io credo che dessa non dia a quest'articolo interpretazione diversa di quella che gli è stata data da me ripetutamente e pubblicamente in molte solenni circostanze.

Io mi lusingo quindi che queste spiegazioni avranno tranquillato l'animo dell'onorevole proponente.

PRESIDENTE. La parola è al signor relatore.

GIULIO, relatore. Signori, piuttosto per mantenere il privilegio di cui sono in possesso i relatori di prendere ultimi la parola in tutte le gravi discussioni, che per valermi effettivamente di questo privilegio, io aggiungerò poche parole alle troppe che ho dette ieri, le quali poche parole non saranno né per rientrare nella questione, né per riepilogare le cose che da una parte o dall'altra siano state dette.

Il qual riepilogo se deve essere di qualche utilità, dovrebbe essere di smisurata lunghezza e ridotto a poche parole per ricordare i sommi capi della discussione, sarebbe a tutti voi intieramente inutile.

Essendo così piccolo il numero degli oratori che in questa discussione hanno preso parte, essendo sì poca la varietà delle fasi che questa discussione ha presentato, voi le avete tutti presenti, senza che sia uopo in ciò del mio ministero.

Bensì desidererei, anzi dirò, mi sta molto a cuore il lavarvi da alcuni rimproveri non espliciti, ma indiretti con cui il signor ministro ha chiusa ieri la seduta.

Il primo si è di avermi in qualche modo accusato di irriverenza verso la memoria di un illustre ministro che io non vorrei in niun modo si credesse fosse stata intenzione mia l'offendere, e questi è Guglielmo Pitt.

Ho detto, è vero, che altri avrebbe potuto rispondere ad una osservazione del signor ministro, che se la Banca d'Inghilterra era stata lo stromento indispensabile di cui il gran ministro si era valso per inondare di sangue l'Europa, l'umanità doveva alla Banca d'Inghilterra poca riconoscenza; ma ho soggiunto immediatamente che amava meglio rispondere che se la Banca era stata veramente lo stromento di cui il grande ministro si era servito, il fondamento della sua politica era non la Banca d'Inghilterra, ma l'opulenza, il patriottismo degli Inglesi e la loro fiducia nel proprio Governo.

Un altro rimprovero egualmente amaro mi ha fatto il signor ministro, rimproverandomi quasi di essere colpevole di connivenza col partito di Manchester, al quale io non ho l'onore d'appartenere.

La guerra è spesso una terribile necessità, e non io certamente a nessuna nazione, o grande o piccola, sarei uomo da consigliare, che posta fra il disonore e la guerra, sposasse il primo anzi che accettare con immenso sacrificio, con grave ripugnanza certamente, ma pure accettare la seconda.

Poiché voi mi avete concesso di trattenermi pochi momenti di me stesso, soggiungerò ancora che l'ultima conclusione del signor ministro, strettamente interpretata, darebbe luogo contro di me ad un rimprovero molto più grave ancora e che molto più doloroso mi riescirebbe di quello che ho ora ricordato.

Il signor ministro concludeva, se bene mi ricordo, che la nuova legge avrebbe accresciuto forza al Governo, che l'a-

vrebbe messo in grado di far fronte più agevolmente alle gravi difficoltà in cui il paese potesse trovarsi.

Signori, se avessi ciò riconosciuto, con qual fronte credete voi che io vi proponessi di negare la vostra approvazione ad una legge il cui effetto ultimo fosse di accrescere la potenza del paese?

Io meriterei il nome di nemico della mia patria, e niuna delle mie parole, niuno dei miei pochi atti mi meritano una siffatta taccia. Tutte le considerazioni facerebbero in me se io credessi l'interesse della patria mia in alcun modo compromesso dalla reiezione della legge presente.

Aggiungerò una sola osservazione.

Io vi diceva, o signori, che la legge proposta nel 1844 al Parlamento inglese, e da quello accettata rispetto alle Banche era stata giudicata e condannata dai fatti. Il signor ministro nel rispondermi cominciava col confessare che per ciò che riguarda la limitazione assoluta della circolazione egli non era lontano dal riconoscere che la legge era andata troppo oltre e che in ciò era meco d'accordo.

Ora, o signori, la parte veramente essenziale della legge del 1844 è appunto quella che limita la circolazione delle Banche, così della Banca d'Inghilterra, come di quelle appartenenti a compagnie private. Egli è adunque non lontano dal riconoscere che questa legge nelle parti sue più essenziali è stata più dannosa che utile, ed in ciò egli non farebbe altro che riconoscere il fatto da me accennato, che cioè nella grande crisi del 1847 il solo rimedio efficace che si trovò, e rimedio che fu di tutta efficacia, si fu quello appunto della violazione della legge del 1844.

Io non abuserò più lungamente della pazienza della Camera. Se la propria stanchezza e la vostra mi avessero permesso ieri di prolungare oltre il mio dire, avrei forse io stesso esposto quelle considerazioni relativamente alle Banche di Scozia che vi sono state quest'oggi giustamente messe innanzi dal signor ministro; ed egli non fa che rendermi piena giustizia, quando dice credere che io non vorrei con una legge mettere repentinamente in vigore nel mio paese un tale sistema di Banche.

Io non ho proposto l'esempio delle Banche scozzesi come di cosa che possa farsi a volontà del legislatore da oggi a domani.

Quando le Banche scozzesi cominciarono a nascere, la Scozia era meno avanzata di quello che sia in oggi nelle abitudini commerciali; ma le Banche che si svilupparono colà non presero quell'ampiezza alla quale sono giunte, non portarono tutti i frutti che oggi portano, se non perché vennero contemporaneamente e lentamente sviluppandosi e costumi e Banche, e questa è la forma di sviluppo che io cordialmente auguro al mio paese.

PRESIDENTE. Se non chiedesi la parola da altri oratori, io dovrò porre ai voti la chiusura della discussione generale.

(La discussione generale è chiusa.)

Secondando il consiglio dato dall'ufficio centrale sul modo di votazione di questa legge (consiglio che mi pare tanto più accettabile, in quanto che è conforme ai nostri usi parlamentari, ed è accettato ancora dal signor ministro di finanze, il quale ha creduto per un momento che potesse seguirsi un altro modo di votazione) io credo che il Senato debba cominciare ad esprimere il suo voto sul primo paragrafo della legge, giacché in questo è tutto intero il pensiero della legge. Io quindi metterò ai voti ripartitamente il primo articolo.

« Art. 1. Il Governo del Re è autorizzato ad affidare il servizio della tesoreria generale alla Banca nazionale.

« Questa registra in una contabilità speciale tutti i versamenti e pagamenti che si fanno per conto dello Stato nelle tesorerie provinciali, e tiene parimenti conto dei fondi disponibili dello Stato che riceve e dei pagamenti che eseguisce d'ordine del ministro delle finanze.

« I registri relativi a questo servizio devono essere tenuti secondo le leggi ed i regolamenti sulla contabilità dello Stato; sono pure soggetti all'ispezione dei delegati del ministro delle finanze.

« Nella sua qualità di cassiere dello Stato la Banca è ancora obbligata di rendere il conto camerale nelle forme prescritte.»

Separando i diversi paragrafi di questo articolo, io comincio dal porre ai voti il paragrafo primo.

Chi approva questo paragrafo primo, voglia sorgere.

(È approvato.)

CAVOUR, presidente del Consiglio dei ministri, ministro delle finanze. Propongo che la legge sia rimandata all'ufficio centrale, con preghiera al medesimo di voler prendere in considerazione gli emendamenti che sono stati proposti dalla minoranza, e forse alcuni altri che saranno proposti dal Ministero, resi necessari dal tempo mutato, ossia dalle mutate condizioni in cui questa legge viene in discussione; quindi pregherei che venisse rimandata a dimani la discussione, se l'ufficio centrale lo crede.

PRESIDENTE. Chieggo all'ufficio centrale se dimani all'ora solita delle adunanze potrà essere in grado di esporre al Senato i concerti che avrà preso col ministro delle finanze.

GIULIO, relatore. Non avendo avuto l'onore di conferire coi miei colleghi, non posso rispondere in nome collettivo dell'ufficio; dirò tuttavia che se si tratta degli emendamenti già presentati dalla minoranza e che palano in tutto od in parte accettati dal Ministero, non vi può essere per questo

veruna difficoltà; se poi si trattasse degli emendamenti che il signor ministro intende di proporre e che sono relativi soltanto, a quel che pare, a quei cambiamenti che il ritardo può aver resi necessari. . .

CAVOUR, presidente del Consiglio dei ministri, ministro delle finanze. Tendono ad introdurre alcuni miglioramenti nella redazione. . .

GIULIO, relatore. . . o di qualche modificazione di frase, neppure per questo prevedo che possa esservi difficoltà d'avere una relazione in pronto per domani; ma potrebbe avvenire che alcuni dei membri della maggioranza, i quali nella precedente riunione dell'ufficio si erano astenuti dal proporre emendamenti, poichè per parte loro proponevano la non accettazione della legge, potrebbe, dico, avvenire che alcuni dei membri della maggioranza si riserbassero di fare, nella prima tornata dell'ufficio, la proposta di qualche emendamento.

Ignorando se tale sia il caso e principalmente poi quali possano essere questi emendamenti, io non potrei, in nome dell'ufficio, prendere un impegno formale che il medesimo abbia una redazione preparata per la seduta di domani; non ho però motivo di credere che possa mancare tempo per presentarla.

Alcune voci. A dopo dimani.

CAVOUR, presidente del Consiglio dei ministri, ministro delle finanze. Se si crede doverla rimandare a dopo domani sarà forse meglio.

PRESIDENTE. Secondando queste ragioni di convenienza, invito il Senato ad intervenire alla seduta pubblica dopo domani alle ore due pomeridiane.

La seduta è levata alle ore 4 3/4.